

<http://ugtg.org/spip.php?article1545>



Visite de Xavier Bertrand : Un petit tour par les DOM et puis s'en va

- Actualité -

Date de mise en ligne samedi 30 juillet 2011



Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

Ceux qui avaient **mizé** sur la visite dans notre pays de 2 ministres (PENCHARD et BERTRAND) pour avoir des réponses aux nombreuses préoccupations et incertitudes qui planent sur le Secteur de la Santé en Gwadeloup sont aujourd'hui bien déçus.

Eh oui, ils avaient oublié qu'en période électorale (Sénatoriale de septembre et Présidentielle de mars 2012) les ministres de la France se rendent dans les colonies que pour à la pêche aux voix.

Eh oui, ni sur la question de l'emploi, ni sur la santé, ces ministres n'ont pris d'engagements nouveaux, susceptibles de changer leurs visions, leurs projets et notre vie.

A Pôle Emploi, ils ont signé un contrat de service avec des entreprises du secteur agricole pour l'emploi de jeunes... Cette mission quotidienne et courante de Pôle Emploi est comme par extraordinaire effectuée par 2 ministres.

Mieux le SICA sélectionné et les entreprises qui en font partie ne disposent même pas de l'agrément exigé par le Ministre de l'Agriculture pour accéder à une telle convention... Cherchez l'erreur. Les gérants de ses sociétés agricoles sont encartés **Génération vérité**, groupe politique de Marie-Luce PENCHARD.

Au CHU, ils ont mobilisé des centaines de manblos, ils ont convoqué tous les élus, les parlementaire, la CME, le Conseil de Surveillance pour déclarer comme BACHELOT en août 2010 que **l'État décidera en septembre le financement du projet de reconstruction du CHU à hauteur de 590.000.000 millions d'Eurosuros.**

Bien sûr, certains diront qu'il y a une avancée puisque le CHU n'aura pas à emprunter pour boucler le projet, l'État prend tout en charge !!!

Men lapli bèl anba la bay !

En fait, BERTRAND n'a donné aucune indication sur le projet en question. Ces 590 millions d'euros financent quoi ? Est-ce la reconstruction du CHU avec ses 925 lits autorisés actuelles, ou 773 lits, sans 56 lits de Soins de Suite ou pire 635 lits, sans les 56 lits de soins de suite et 82 lits de Médecine ??

A l'évidence, le nouveau CHU en projet **sera. amputé de plus de 200 lits** pour rester dans les limites du financement décidé. Les lits de Soins de suite (56) et de Médecine (82) devraient être récupérés par le Centre Gérontologique du Raizet et le Centre Hospitalier de Capesterre Belle-Eau, tous les deux en reconstruction et par le secteur privé pour la médecine.

A l'évidence, nous l'avons dit, le nouveau CHU, ses capacités, ses activités (soins, techniques et logistiques) devra intégrer la reconfiguration de l'offre de soins public et privé, décidée par l'État dans le cadre de la loi HPST.

Selon les premiers documents communiqués par l'ARS, le Projet Régional de Santé et ses orientations stratégiques, l'offre de santé sera regroupé sur 3 Territoires de Santé (Iles du Nord - Région Centre avec Marie-Galante, Désirade et enfin le Nord Basse-Terre de Goyave à Pointe-Noire et enfin le Territoire Sud Basse-Terre comprenant les Iles des Saintes et la Commune de Bouillante à Capesterre Belle-Eau.

Visite de Xavier Bertrand : Un petit tour par les DOM et puis s'en va

Les orientations affichées confirment notamment la fermeture de **l'Hôpital de Marie-Galante, de Services de Médecine de l'Hôpital Beuperthuy et de Maurice Selbonne et de Capesterre Belle-Eau**, le passage du **niveau de 3 à 1 de la Maternité du CHBT** et la fermeture de son service de réanimation néonatale, la création de **GCS pour l'utilisation des équipements de radiologie des Etablissements Publics de Santé par des radiologues libéraux**, le **regroupement de la Chirurgie des cancers sur un seul site**.

La compétition est lancée entre les Eaux-Clares et le CHU. Ni la Polyclinique, ni le CHBT ne sont donc dans la course :

Nous l'avons dit aussi, un tel schéma aura des conséquences énormes sur l'accès aux soins des malades et sur l'emploi. Bien évidemment, en période électorale, de telles annonces font désordre.

C'est pour cela que BERTRAND et PENCHARD ont fait tout un cinéma, tout un plat sur le financement de la reconstruction du CHU, comme s'il s'agissait d'une Grande Nouvelle de façon à ne pas être interrogés sur le fond du dossier.

Nous, UTS-UGTG, n'avons pas été dupes. D'ailleurs notre organisation n'a pas été informée de cette visite ni n'a été invitée à rencontrer le ministre.

C'est la raison pour laquelle nous avons refusé de rencontrer un membre du Cabinet du Ministre de la Santé et avons réclamé de participer en délégation au Conseil de Surveillance le Jeudi 21 Juillet. Yo di awa !

Malheureusement, les élus et administratifs présents, tellement contents d'être reçus par 2 ministres, se sont contentés de **pawol anlè**, ont bu, ont mangé et sont sortis de la salle **rasazyé** de bonnes intentions.

Ils ne se sont même pas rendus compte que, s'agissant du déficit de **40 millions prévus pour le CHU en 2011**, que s'agissant de l'application du **Plan Santé Outre Mer** présenté par BACHELOT en juillet 2009, plan censé résoudre les questions relatives aux difficultés financières des hôpitaux des DOM, aux surcoûts de construction, aux tremblements de terre et aux cyclones, aux pathologies particulières dont nous sommes

atteints, au manque de médecins et de paramédicaux, **PENCHARD ET BERTRAND sont restés très vagues.**

Pourtant, à la conférence des Présidents du CME des Hôpitaux, l'Union Hospitalière, les syndicats, les parlementaires, tous réunis à la Cité des Métiers du Raizet le 5 Juillet dernier étaient semble-t-il déterminés à obtenir des réponses de l'État sur tous ces dossiers.

Il a même été reproché à l'UTS-UGTG d'avoir voulu tout bousculer au cours de cette conférence, nous disant d'attendre la visite du Ministre - **Yo pri !**

Et maintenant !

Fow vwè pouw kwè ! BERTRAND continue son périple électoral et a certainement déjà oublié les urgences et le service de maladies infectieuses du CHU qui s'étaient parés de leurs plus beaux atours pour le recevoir.

Maintenant, il appartient aux médecins des hôpitaux, aux directeurs d'établissement, aux élus de Guadeloupe, de se rendre à l'évidence et de répondre à nous, soignants et malades de répondre à nos revendications. Nos revendications restent d'actualités, notre détermination aussi.

Seule notre mobilisation, un vaste mouvement de protestation face aux projets de l'ARS (Agence Régionale de Santé) peut dorénavant nous garantir des conditions de travail décentes et la protection de tous nos droits. Seul notre engagement dans la lutte peut préserver et améliorer le droit d'accès de tous les malades et usagers des services de santé aux soins et attentions que leur état nécessite.

BAY LANMEN.... DÈMEN PA SENTEN...

BAY LANMEN....DÈMEN PA SENTEN...

P-à-P, le 28/07/11

CONSEIL SYNDICAL UTS-UGTG